

# Le Rappel Républicain

Deuxième Année. — N° 142

DE LYON

Samedi 21 Mai 1904

Journal Démocratique Quotidien

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS NE SONT PAS RENDUS

LES ABONNEMENTS PARTENT DES 1<sup>er</sup> 10 DE CHAQUE MOIS

ANNONCES  
A LYON, exclusivement aux bureaux de la Société de Publicité Artistique et Commerciale, 52, Rue de la République.  
A PARIS, dans toutes les Agences de Publicité.

5 cent  
le N°

ADMINISTRATION et REDACTION : 4, Rue Stella  
Adresse télégraphique : RAPPEL RÉPUBLICAIN, LYON — Téléphone 15-39

5 cent  
le N°

ABONNEMENTS...  
Lyon et département limitrophes... 5 fr. 10 fr. 20 fr.  
Autres départements... 6 » 12 » 24 »  
Etranger (Union Postale)... 9 » 18 » 36 »

## FAITS DU JOUR

**La protestation du Vatican n'a pas encore reçu de sanction. On attend la réponse de M. Nisard. Au Vatican on s'attend à la rupture avec la France.**

La Chambre, après la discussion d'une interpellation sur les créances unifiées, a renvoyé à vendredi les interpellations en cours.

M. Doumer a été élu président de la commission du budget par 29 voix. L'échec des ministériels est très commenté.

Le colonel Marchand adresse à la presse une longue lettre expliquant les motifs de sa démission.

L'amiral Togo confirme officiellement la perte d'un cuirassé et d'un croiseur japonais devant Port-Arthur.

Des dépêches de sources diverses annoncent que les Japonais ont subi un échec sur le Yalu et qu'ils ont été obligés de battre en retraite.

## OPINIONS

### UN VÉTÉRAN

L'histoire de la troisième République, de ses origines, des luttes incessantes qu'il fallut soutenir pour la rendre victorieuse et la faire aimer, pour vaincre toutes les résistances, et triompher de toutes les préventions, a tenté coup sur coup deux hommes politiques, tous deux anciens ministres et pouvant dire : J'étais là quand telle chose advint.

M. Hanotaux a pris les devants et publia, l'année dernière, le premier volume d'un grand ouvrage dont les lecteurs attendent la suite impatientement. M. de Marcère vient à son tour apprendre aux générations nouvellement écloses et rappeler aux autres ce que fut la République des temps héroïques, alors qu'elle ne le cédait en rien à ce qu'elle était sous l'Empire : libérale, généreuse, animée d'un patriotisme ardent, elle fut vraiment belle et n'offrait aucune ressemblance avec cette mégère que M. Combes et ses complices ont façonnée à leur image.

On disait alors de M. de Marcère ce que Royer-Collard disait autrefois de la France : Il est contre gauche, et la nature, en le faisant modéré, ne le créa point irréconciliable. Lorsque, en 1876, on l'adjoignit à M. Ricard comme sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, M. Thiers rendit à sa fermeté, à son énergie, ce public hommage : « Ricard est comme une de ces femmes encore belles, mais qui ont passé la quarantaine, dont la poitrine est un peu tombante ; on a sagement fait de lui mettre un corset. »

M. de Marcère depuis le 8 février 1874 dans nos Assemblées délibérantes et cette longue existence parlementaire de trente-trois ans, si elle lui a fait perdre presque toutes ses illusions premières, n'a ni entamé son libéralisme, ni refroidi son ardeur, ni entamé son courage. Il fut de ceux qui défendirent avec une énergie obstinée la République naissante contre les entreprises de ses ennemis ; il fut un de ses plus fermes soutiens et il s'efforça aujourd'hui de l'arracher à ces jacobins

sectaires dont les violences et les attentats ont toujours abouti à quelque journée de Brumaire ou de Décembre.

Comme il a pris une part très active aux travaux et aux actes de nos Assemblées, comme il a exercé à de certains moments, ministre, chef de groupe ou orateur, une action décisive, il aurait pu, en quelque sorte, lui suffire d'écrire sa propre biographie pour résumer l'histoire parlementaire de la République. On trouve la main de ce bon ouvrier dans presque toutes les opérations délicates ou difficiles, dans celles également qui exigent une résolution froide et le mépris du péril.

Elu député par le département du Nord le lendemain de l'armistice, M. de Marcère se rend à Bordeaux, à Versailles, siège dans ce centre gauche où les amis de M. Thiers se sont donné rendez-vous et ne semble pas désireux d'abréger son apprentissage politique.

Il n'était encore connu que dans un petit groupe lorsqu'il publia, en 1873, sa brochure : « La République et les conservateurs. » Elle attira sur lui l'attention de ses collègues, provoqua les polémiques des journaux et rendit son nom plus familier au public. Dans cet écrit, dont l'audace paraissait aujourd'hui bien timide, M. de Marcère se posait en défenseur du suffrage universel et réclamait la transformation du provisoire en définitif.

Son rapport sur le projet du ministère de Broglie tendant à proroger les pouvoirs des conseils municipaux fut qualifié de « véritable événement » et acheva de le mettre en lumière. On vantait un peu partout la netteté de son langage, la franchise de son caractère et ceux qui l'avaient entendu dans les commissions, dans les bureaux, le poussaient à la tribune. Il y monta pour combattre la loi Dupanloup sur l'enseignement supérieur, pour défendre le scrutin de liste, et apparut comme un orateur correct, sobre, net, auquel on aurait seulement voulu un peu moins de sécheresse et un peu plus d'éclat. C'est un débatte puissant et fort par la logique, mais dédaignant les grâces littéraires et les fleurs de rhétorique. Il sacrifierait l'agrément et le charme à la clarté, à la solidité, à la vigueur de la dialectique.

Sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, puis ministre après la mort de M. Ricard, et prévoyant ce retour offensif du 16 Mai qui fut, pour les droites, le pendant de la Journée des Dupes, il va, dans les départements, réchauffer le zèle des républicains, convertir ceux qui ne partageaient point sa confiance dans la République et attaquer l'adversaire dans ses citadelles. C'est un des trois cent soixante-trois, c'est le lendemain de la victoire, un membre du comité des dix-huit et il chasse d'un geste méprisant ce fantôme de ministère Rochet qui l'envoie siéger dans les couloirs.

De nouveau ministre de l'intérieur avec MM. Dufaure et Waddington, il se retire avec eux, reprend sa place dans le rang, rapporte la loi sur le divorce et la loi sur l'organisation municipale. En 1884, il entre au Luxembourg comme sénateur inamovible.

Là, comme au Palais-Bourbon, c'est encore l'homme du centre gauche, le libéral très ferme sur sa doctrine, le conseiller droit, honnête et fort quel'on consulte, que l'on écoute, sans néanmoins le suivre toujours. Dans les grandes discussions ou lorsqu'il faut élucider quelqu'un de ces problèmes

qui mettent aux prises les jurisconsultes, on aperçoit à la tribune cette figure rigide du magistrat, masque impassible où, seuls, les yeux semblent vivants. Très mobiles, pleins de vigilance, ils observent et surveillent sans cesse. On devine du premier coup que M. de Marcère est sur ses gardes.

Lorsque les prétendus défenseurs de la République partent en guerre contre la justice, la liberté et transforment le gouvernement du pays par le pays en machine d'oppression, lorsqu'ils désorganisent la défense nationale pour payer aux socialistes leur concours et s'armèrent contre les libéraux de cet extrême droit qui est l'extrême injustice, M. de Marcère devient révisionniste et prêche la refonte des lois constitutionnelles. Il déploie dans cette campagne beaucoup d'intrépidité et de zèle, car les années, en glissant sur ce septuagénaire, n'ont ni éteint son ardeur, ni affaibli sa résolution.

Il a fait de l'histoire ; il l'écrit maintenant.

Paul BOSQ

## Notes Politiques

### L'OCCASION

Au début de chaque session parlementaire, où plus souvent lorsque l'enthousiasme intéressé de la majorité se modère ou se refroidit, il faut à M. Combes un prétexte qui le rende de nouveau pour ses mameux l'homme indispensable.

Lors de la dernière rentrée, la situation ministérielle était d'autant plus délicate que M. Doumer venait de prononcer, à Saint-Mandé, un discours programme, au cours duquel il avait clairement laissé entendre qu'il y avait d'autres périls que le péril religieux.

Il fallait donc coûte que coûte aviser. M. Combes, pour lequel tous les moyens sont bons, a avisé, en communiquant à M. Jaurès, son directeur politique et son rédacteur en chef à l'Humanité, la note pontificale que, pour parer à toute éventualité, il tenait soigneusement en réserve, et c'est le chef du parti socialiste qui a eu la communication exclusive d'un document dont, en d'autres temps, la Chambre aurait eu la primeur.

Il ressort de cela que M. Combes tout en voulant signaler une fois de plus son étroite intimité avec le chef de file du bloc lui a servilement demandé le chemin qu'il devait suivre.

M. Jaurès, humblement sollicité, n'a pas manqué de répondre en déclarant dans l'Humanité que « la rupture diplomatique du Vatican et de la France était un fait accompli. » Quant aux autres aboyeurs ministériels tels que l'Aurore, la Lanterne, le Radical, la Petite République et l'Action, lesquels n'attendaient que le signal, ils se sont empressés d'emboliser le pas et d'appuyer, quelques-uns en termes particulièrement choisis, l'injonction du chef de clique.

La note pontificale est donc arrivée à point ou plutôt elle a été publiée à point. Elle a constitué en un mot la « rare occasion », et cette session qui semblait devoir ouvrir une ère de calme et de travail va prendre immédiatement le caractère d'agitation des précédentes et la question religieuse dominera encore au détriment des réformes sociales si impatiemment attendues par le prolétariat. — Pierre TOURRET.

## INFORMATIONS

Paris, 20 mai.

**UN PROJET DE PIE X.** — On prête à Pie X un projet grandiose : celui de ouvrir le concile oecuménique du Vatican interrompu par la guerre de 1870 et la prise de Rome. Le concile se tiendrait comme précédemment dans la basilique de Saint-Pierre.

Quelques cardinaux interrogés par le pape

ont émis toutefois des réserves au sujet de ce projet. Ils ont fait remarquer que la réouverture du concile du Vatican présenterait de graves difficultés, étant donné que les évêques du monde entier devraient se réunir dans une ville qui a cessé d'appartenir au pape.

On ignore encore à quelle décision s'arrêtera Pie X.

**ENCORE L'AFFAIRE RAOUX PICTET.** — La Cour de cassation vient de rejeter le pourvoi formé par M. Henri Rochefort, rédacteur en chef, et Belpierre, gérant de l'Intransigeant, contre un arrêt de la chambre des appels correctionnels déclarant compétente la juridiction correctionnelle pour connaître du procès en 100,000 francs de dommages et intérêts à eux intenté pour diffamation, par M. Raoul Pictet.

**UNE LEÇON A M. PELLETAN.** — Un assez vil dialogue, qui s'est produit hier dans les couloirs de la Chambre, entre M. Pelletan, ministre de la marine, et M. Colin, député d'Alger, a été entendu et remarqué. M. Colin se trouvait tout récemment à Tunis en même temps que M. Pelletan. Tous deux furent priés à dîner chez le résident général, M. Pichon. Or, M. Colin refusa l'invitation. M. Pelletan, un peu mécontent, rencontra M. Colin dans les couloirs, lui demanda les raisons de ce refus. A quoi M. Colin a nettement répondu qu'il avait effectivement refusé de s'asseoir à table à côté de l'homme qui désorganise la marine et qui est le véritable responsable de la grève maritime, dont l'Algérie a tant souffert. M. Pelletan a compris.

## LA COMMISSION DU BUDGET

La victoire des antiminstériels. — M. Doumer élu président. — La nomination du bureau. — Discours de M. Doumer.

### M. DOUMER ÉLU PRÉSIDENT

Paris, 20 mai.

M. Doumer vient d'être réélu président de la commission du budget par 29 voix. M. Lefèvre a obtenu 2 voix et il y a eu 2 bulletins blancs.

Ont été élus :  
Vice-présidents, MM. Krantz, 28 voix ; Guillaud, 27 ; Gerville-Réache, 24 ; Baudin, 17 ; Salis, 17, contre MM. Thomson, 6 ; Dubief, 2 ; Cruppi, 1, et Bourrat, 1.  
Secrétaires : MM. Massé, Klotz, Sembat et Rouland.

En résumé, le bureau comprend trois membres de l'opposition, quatre membres dissidents de la majorité et trois ministériels purs.

Le chiffre des voix obtenues par les deux premiers vice-présidents, MM. Krantz et Guillaud, est suffisamment éloquent pour qu'il soit inutile de le commenter.

Ajoutons que M. de Pressensac n'assistait pas au début de la réunion.

### LES RAPPORTS

La Commission du budget a ensuite distribué différents rapports.

Guerre : M. Bertheaux. — Finances : M. Thomson. — Instruction publique : M. Massé. — Affaires étrangères : M. Dubief. — Colonies : M. Lhérisse. — Commerce : M. Georges Berry. — Marine : M. Charles Bos, par 20 voix contre 13 à M. Chautemps.

Justice : M. Cruppi. — Intérieur et établissements pénitentiaires : M. Morlot. — Monnaies et médailles : M. Rouland. — Impression nationale : M. Cachet. — Légion d'honneur : M. Lafferre. — Protectors : M. Chautemps. — Invalides de la Marine : M. Rouland. — Beaux-Arts : M. Henry Maret. — Ecole centrale : M. Lafferre. — Postes et Télégraphes, Caisnes d'Epagne : M. Sembat. — Chemin de fer du Nord et Port de la Réunion : M. Bourrat. — Travaux publics : M. Sibille, au deuxième tour, par 15 voix contre 12 à M. Gervais. — Conventions : M. Gervais. — Chemins de fer de l'Etat : M. Beauregard, par 16 voix contre 12 à M. Bourrat. — Algérie : M. Jules Legrand. — Agriculture : M. Klotz.

M. Merlou a été nommé rapporteur général à l'humanité. M. Morlot a été nommé rapporteur du budget.

### DISCOURS DE M. DOUMER

M. Doumer, en prenant la présidence, déclare que les commissions du budget de 1903 à 1904 ont singulièrement facilité la tâche de la commission actuelle. Les déficits des budgets 1901 et 1902 qui s'élevaient au total à près de 300 millions, sont réduits à zéro, sinon insignifiants, notre situation financière est donc satisfaisante.

Les budgets 1903 et 1904 ont ramené les excédents de recettes et par suite un commencement d'amortissement. La suppression

sion des douzièmes provisoires a mis un terme au gaspillage des crédits.

M. Doumer ajoute :

Après avoir examiné le projet du budget présenté par le ministre des finances, que la commission est unanime à approuver et résolu à le prendre pour base de ses travaux et qu'elle doit s'efforcer de l'améliorer sérieusement le chapitre de l'amortissement de notre dette.

### ÉCHecs MINISTÉRIELS

La nomination de la commission du budget, hier, et l'élection de M. Doumer à la présidence de cette commission, aujourd'hui, constituent un double échec pour le gouvernement. Ils sont significatifs.

Pour les apprécier, il faut lire les journaux ministériels de ce matin. M. Gerville-Réache s'empare contre M. Gerville-Réache, qu'il traite de « fripouille » tout simplement et qu'il accuse de se faire élire à la commission du budget pour exercer un chantage sur le ministère des finances et en obtenir la réintégration de son frère qui a mangé la grenouille, étant trésorier-payeur général à Limoges, et qui a été chassé de l'administration après cette escroquerie.

M. Lafferre, député, battu hier dans son bureau, déclare que c'est un accident sans importance.

M. Rouanet se console en songeant que le cabinet Waldeck-Rousseau a vécu pendant trois ans avec des commissions du budget où ses adversaires étaient en majorité. « L'élection d'aujourd'hui, affirme-t-il avec présomption, est pour le cabinet un certificat de longévité, une promesse de solidité inébranlable. »

« Ce n'est qu'une niche », écrit bravement M. Mauguin, qui a été également parmi les candidats malheureux. Il a d'ailleurs l'espérance solide et ajoute :

Au grand jour du scrutin public, la commission du budget réapparaîtra dans sa candeur première. Il n'y aura rien de cassé du tout : le ministère a sa majorité, la commission du budget a la sienne et ses majorités ennemies fraterniseront, n'en doutez pas.

## CONTRE LES ANARCHISTES

Paris, 20 mai.

Le *Matin* dit que le gouvernement russe a envoyé au commencement de mars 1904 aux divers chancelleries d'Europe, un projet de convention internationale contre les anarchistes.

Aux termes de ce protocole tout anarchiste expulsé d'un pays contractant doit être reconduit par la voie la plus courte à la juridiction à laquelle il appartient, c'est-à-dire remis à la police de son pays d'origine. Les bureaux de police spéciaux seront organisés dans chaque pays et signifieront aux autres bureaux les faits et gestes et les déplacements des individus indiqués comme suspects.

Ce projet a déjà reçu l'adhésion de plusieurs pays, l'Allemagne, l'Autriche, la Turquie, le Danemark, la Suède, la Roumanie, la Serbie et la Suisse. Nulle part les parlements n'ont été avertis.

Le *Matin* croit savoir que ni l'Angleterre, ni la France ne purent être amenées jusqu'ici à signer cette convention qui abolirait toutes les règles établies dans ces deux pays sur l'extradition et repudierait le droit d'asile accordé jusqu'ici aux réfugiés politiques.

## LES GRÈVES DE MARSEILLE

Marseille, 20 mai.

La situation sur les quais ne s'est pas modifiée. Les chantiers qui, pour des motifs divers, ont été abandonnés par les ouvriers demeurent déserts et l'embarquement et le débarquement y restent en souffrance.

Toutes les tentatives d'arrangement n'ont abouti encore à aucun résultat.

D'autre part, les ajusteurs-mécaniciens de la compagnie transatlantique, au nombre de 80, se sont mis en grève. Ils demandent que la journée soit à l'avenir de 9 heures. Le travail chimé dans les moles et à la compagnie Paquet.

On ne sait si les courriers pourront partir à leur heure réglementaire.

## RÉCLAMER PARTOUT

LE "RAPPEL RÉPUBLICAIN"

## LA Protestation du Pape

L'attente dans les milieux politiques. — M. Combes est perplexe. — Les deux notes. — Dans les couloirs de la Chambre. — Le Vatican attend la rupture. — Un précédent

### DANS L'ATTENTE

Paris, 20 mai.

On n'a encore reçu, à deux heures, aucune réponse de M. Nisard sur l'authenticité du texte publié par l'Humanité, ou bien, si le gouvernement a reçu une réponse, il la cache.

Le gouvernement est, en effet, des plus embarrassés. On le serait à moins. M. Combes, malgré son anticléricalisme, redoute que la question soit portée à la tribune du Parlement. C'est pourquoi, il cherchera le plus longtemps possible la réponse de M. Nisard.

M. Combes entend choisir son heure, et surtout agir seul. Un grand débat en séance publique l'effraye. Il veut mettre la Chambre en présence du fait accompli, la mise en congé de M. Nisard. Le Vatican ripostera par le rappel du Nonce de Paris, Mgr Lorenzelli, et les relations seront rompues.

Dans les milieux politiques, on ne cache pas ses inquiétudes. Même la rage folle des socialistes ne va pas sans des secrètes arrière-pensées. On attend, avec impatience. On escompte que la réponse de M. Nisard arrivera ce soir et que si cette réponse confirme l'authenticité du texte de l'Humanité, ce qui est probable, les mesures de rigueur seraient prises de suite.

### LES DEUX TEXTES

L'Echo de Paris prétend que le gouvernement n'ignorait pas l'existence des deux textes de la protestation papale, car en remettant officiellement sa protestation à notre ambassadeur M. Nisard, le Vatican lui fit connaître, comme il est d'usage et de règle, que pareille note serait envoyée aux puissances et lui communiquée officiellement le second texte. Les deux textes transmis par M. Nisard à Paris.

### A L'UNION DÉMOCRATIQUE

L'Union démocratique a tenu ce matin une courte réunion, sous la présidence de M. Etienne. Aucun procès-verbal n'a été communiqué à la presse, mais M. Etienne nous a résumé de vive voix les décisions de son groupe.

L'Union démocratique attendra, pour prendre position, que le gouvernement ait fait connaître les résultats de l'enquête qu'il a annoncée sur les différences existant entre les deux protestations du Pape et les sanctions qu'il croira devoir donner à cette enquête. C'est alors seulement que le groupe décidera s'il doit accepter purement et simplement ces sanctions ou soulever un débat public.

Dans le cas où une discussion s'engagerait aujourd'hui même devant la Chambre, les membres du bureau ont reçu mandat de suivre attentivement les débats, d'intervenir, s'il y a lieu.

M. Deloncle, que nous avons interrogé ensuite, nous a fait des déclarations plus précises.

Le groupe a décidé, d'après lui, d'approuver toutes les résolutions du Pape, à condition qu'elles ne touchent pas au *status quo*, c'est-à-dire au maintien du Concordat et de l'ambassade près du Vatican. L'Union démocratique n'accepterait qu'une mise en congé de notre ambassadeur et non un rappel définitif.

### L'IMPRESSON AU VATICAN

Paris, 20 mai.

De Rome au Temps : Plusieurs personnes du Vatican que j'ai pu voir ce matin, disent qu'il y a de fortes chances pour que la rupture soit consommée. Elles croient à une rupture très prochaine, et se manifestent par un congé qu'on accorderait à M. Nisard et à Mgr Lorenzelli. On croit que l'indiscrétion qui a permis à l'Humanité de publier la note, provient de la Bavière.

### A TRAVERS LES JOURNAUX

Les journaux continuent à s'occuper de l'incident causé par la note pontificale.

FEUILLETON DU "RAPPEL RÉPUBLICAIN" du 21 Mai 1904. — 43 —

## ROGER-LA-HONTE

PAR  
Jules MARY

Il poussa ses livres tout ouverts devant M. Ricordot, qui les feuilleta.

— Comme dans le remboursement de Larouette nous n'avons fait entrer ni actions, ni obligations, il sera peu aisé de retrouver la piste du meurtrier.

Malgré cela, je puis vous donner une indication plus précise.

Et après avoir réfléchi quelques secondes, il alla prendre dans un cartonnier un dossier de correspondances, et chercha une lettre.

— Parmi les billets de mille francs qui composaient la majeure partie de la somme restituée, vingt ou trente nous étaient parvenus de province, par lettres chargées, en paiement de différentes factures.

Voici ces lettres. Elles contiennent les numéros et lettres de série des billets.

Peut-être cela vous servira-t-il ?

— En effet, M. Lié.

M. Liéard entra et resta debout près de la porte, écoutant. Ce fut à lui, autant qu'à l'expert, que s'adressa Guériot lorsqu'il dit :

— Je ne dois pas vous laisser ignorer non plus un signe particulier du hasard et qui pourra, plus facilement que les numéros, faire reconnaître certains de ces billets.

— Ah ! ah ! et quel est ce signe particulier ?

— Au moment où j'étais en train de compter une liasse de billets de cinq cents francs, un employé, en passant devant mon pupitre, a froissé mon encrier avec son coude, et l'encre a taché une dizaine de billets, presque tous à la même place, à droite, là où il est dit que « l'article 139 du Code pénal punit des travaux forcés à perpétuité ceux qui auront contrefait ou falsifié les billets de banque autorisés par la loi ». Vous savez le reste.

— Le renseignement est précieux ! murmura M. Liéard.

M. Ricordot continuait de papaver. Comme il était très myope et qu'il avait la manie de ne pas se servir de lunettes, son front touchait presque les alignements de chiffres.

— L'état de la caisse au 28 juillet dernier est conforme à ce que dit ce jeune homme, grommela-t-il. — Voyons maintenant aujourd'hui.

Pendant un quart d'heure le silence régna.

M. Liéard se promenait de long en large dans le bureau, — ou plutôt venait se pencher au-dessus de l'expert et parlait bas.

Quant à Guériot, un peu intrigué et malgré lui mal à l'aise, il s'était mis à tancer contre un carreau de la fenêtre.

Tout à coup M. Ricordot se leva, ferma les registres avec lenteur et attirant le commissaire dans un coin, lui parla longuement à l'oreille.

Puis tous deux rentrèrent dans le cabinet de Larouette.

— En voilà des cachotteries ? murmura le caissier, se rasseyant à sa place.

M. Liéard disait, à ce moment à Larouette :

— M. Ricordot vient de parcourir vos livres. Il y a vu ce qui, je me hâte de le dire, était connu de nous, que vos affaires étaient fort mauvaises en ce moment et qu'avant-hier, hier même encore, vous ne deviez compter que sur un hasard pour vous tirer d'embarras.

— C'est vrai, monsieur, dit Larouette avec tristesse, j'ai failli suspendre mes paiements. Mais aujourd'hui je suis sauvé.

— En effet, M. Ricordot a remarqué sur votre livre de caisse, à la date d'hier, la rentrée d'une somme importante... Cent mille francs... et à la date d'aujourd'hui même, la rentrée d'une autre somme de cinquante mille, toutes deux versées par vous, sans autre indication de provenance.

— C'est l'exacte vérité, dit Larouette. Où voulez-vous en venir ?

— Monsieur Larouette, fit le commissaire après une pause — veuillez répondre franchement et sans hésitation aux questions que je vais vous faire.

— Vous pouvez compter sur ma franchise, monsieur, dit Roger avec simplicité et noblesse.

— D'où viennent les cinquante mille francs que vous avez versés ce matin même à votre caisse ?

— Je les ai gagnés cette nuit au baccarat du cercle du Commerce.

— Bien, nous vérifions... et les cent mille francs dont votre livre de caisse porte la mention, à la date d'hier, 29 juillet ?

— Ces cent mille francs m'ont été remboursés par...

Il s'arrêta brusquement, comme si, tout à coup, une main d'acier s'était crispée autour de sa gorge... l'empêchant de parler.

Il était debout.

L'effet fut si soudain, si foudroyant, qu'il s'accrocha sur une chaise... et que de grosses gouttes de sueur perlaient à son front.

— Mon Dieu ! mon Dieu ! murmura-t-il, qu'allais-je dire là ?

Le commissaire aux délégations l'observait attentivement.

— Je réitère ma question, dit-il, que vous semblez n'avoir pas entendue. D'où proviennent les cent mille francs que vous avez versés hier à la caisse et dont vos livres portent mention ?

Roger Larouette essaya son front avec ses doigts.

— Je vous l'ai dit, monsieur, fit-il d'une voix sourde, d'un remboursement.

— Une personne vous les devait et vous les a rendus ?

— Justement.

— C'est fort possible. Quel est le nom de cette personne ?

— Peu vous importe. Je trouve votre curiosité un peu indiscrète, bien que, par votre profession et par devoir, vous deviez être indiscret. Mais ici, vous comprenez mal votre devoir et vous êtes égaré par l'amour du métier.

— Je vous engage à répondre sans subterfuge.

— Je ne vous reconnais pas le droit de m'interroger et je refuse. Et, comme mon caissier a dû vous fournir tous les renseignements qui vous sont nécessaires, je vous ferai observer qu'il est onze heures, que mon temps est précieux.

— Vous ne vous rendez pas compte, je le vois, monsieur Larouette, de la gravité de la situation où vous vous trouvez.

Larouette eut l'air



Les journaux socialistes *l'Humanité*, *l'Aurore*, la *Lanterne*, l'*Action* déclarent que le rappel de M. Nisard s'impose comme première mesure.

Le *Sicile* dit que le moment approche où l'opposition des intérêts et principes entre la France et le Saint-Siège sera si flagrante que la rupture se fera brutale et saignante.

L'*Éclair* croit que l'incident hâtera le passionnant débat sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais il déclare que jamais le sang-froid ne fut plus indispensable.

La *République Française* estime qu'une rupture avec le Saint-Siège, qui n'aurait d'autre prétexte qu'un écart de plume sans conséquence, serait tout le contraire d'un acte politique.

Le *Figaro* : « Il y a des considérations de toute nature à envisager avant de rompre. Jamais il ne fut plus à propos de proclamer que la fermeté n'exclut pas la circonspection. »

La *Libre Parole* estime que le Pape a bien agi et déclare qu'on l'en aime davantage.

Le *Gaulois* estime que le Pape n'a pas à s'exhaler sur la teneur de la dépêche adressée aux autres chefs d'Etat catholiques.

L'*Autorité* dit que Rome sortira de ce conflit avec de la gloire, la République avec de la confusion.

**LA RUPTURE DE 1806**

Depuis l'établissement du Concordat, les relations diplomatiques entre la France et le Vatican n'ont été rompues qu'une fois, et dans des circonstances autrement dramatiques qu'aujourd'hui.

En 1806, Napoléon exigea du pape Pie VII le renvoi des états pontificaux, des Anglais, des Russes, des Suédois et des Sardes. Sur le refus de Pie VII, il s'empara de Bénévent et de Pontecorvo, et cette entrée en campagne ne suffisait pas à briser l'entêtement du chef de l'Eglise, il dirigea ses armées contre Rome qui fut occupée en 1808. L'annexion des légations de Terbin, Ancone, Macerata, Camerino, au royaume d'Italie, suivit de près. En 1809, Napoléon réunissait l'empire français tous les états pontificaux.

Les historiens ont gardé le souvenir d'une anecdote qui montre bien jusqu'à quel point le pape était décidé à résister aux injonctions de l'empereur. Avant d'en venir aux dernières extrémités, Napoléon voulut tenter auprès de lui un suprême effort ; il lui délégua un officier chargé de ses propositions. Celui-ci força le passage et pénétra sans se faire précéder auprès du pape. Il soupa : deux plats de poisson composaient tout le service.

Il écouta le message impérial : « Monsieur, répondez-moi, un souverain qui a besoin pour vivre de l'un ou l'autre des deux papes, n'est pas un homme qu'on intimide aisément. »

Sur son refus formel et réitéré de renoncer à la souveraineté temporelle des Etats de l'Eglise, le général Radziwilski, le cardinal Pacca, dans un carrosse escorté de gendarmes, ainsi prisonnier le conduisit à la Chartreuse de Florence, puis à Alexandrie et à Grenoble.

Amené ensuite à Savone, Pie VII y fut gardé jusqu'en 1812. A cette époque, à la veille de partir pour la campagne de Russie, Napoléon le fit transférer à Fontainebleau.

Ce ne fut qu'au commencement de 1814 que Napoléon lui permit de rentrer à Rome.

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

Paris, 20 mai.

La séance est ouverte à 2 h. 20 sous la présidence de M. Brisson.

**CÉRÉALES TUNISIENNES**

L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation Debussy, Castillard et Pichon, sur le décret du 5 mai, relatif à l'introduction en France des céréales originaires de Tunisie.

MM. Rouvier et Doumergue sont au banc des ministres.

M. Castillard critique le décret du 5 mai qui, en augmentant le chiffre des quintaux de blé à importer en franchise, pèse lourdement sur l'agriculture française.

M. Castillard estime que le décret en question est contraire à la loi, car cette loi n'autorise à ne rendre qu'un seul décret par an.

L'orateur demande au gouvernement de limiter au 31 mai les effets du décret du 5 mai et de prendre l'engagement de ne rendre désormais qu'un décret par an.

(Applaudissements à droite.)

M. Rouvier déclare que le décret du 5 mai est parfaitement légal. Il ajoute que les ministres intéressés se sont mis d'accord pour ne rendre à l'avenir qu'un seul décret par an.

M. Rouvier : « Quant à limiter à la fin du mois courant l'effet du décret, il ne faut pas y songer, car de nombreux intérêts sont en cause. D'ailleurs le nombre de quintaux importés n'est pas excessif, et l'agriculture tunisienne n'est pas encore atteinte. On peut donc dire qu'il n'y a pas de fraude. »

M. Rouvier termine en donnant satisfaction à M. Castillard sur un point ; dorénavant un seul décret sera rendu annuellement pour chaque produit tunisien.

M. Debussy voudrait que l'on prit des mesures pour empêcher la fraude et le seul moyen, suivant lui, est d'assimiler la Tunisie à la métropole pour le régime douanier des céréales. De cette façon la Tunisie n'introduirait plus en France un seul quintal de blé exotique.

M. Pichon est d'avis d'appliquer en Tunisie un droit d'entrée aux blés étrangers.

M. Rouvier accepte que la proposition de modifier le régime douanier tunisien soit renvoyée à la commission des douanes. Le débat se termine par l'adoption de la motion Rouvier demandant que la question soit renvoyée à l'examen de la commission des douanes.

**La Protestation du Pape**

M. Brisson annonce qu'il a reçu trois demandes d'interpellation de MM. Paul Meunier, Hubbard et Allard sur la protestation du Pape, au sujet du voyage de M. Loubet et sur les suites que le gouvernement compte lui donner. (Bruit.)

M. Hubbard propose de porter la date de la discussion à mardi prochain.

M. Combes : Au début on avait fixé le vendredi pour les interpellations, le dimanche la Chambre de s'en tenir ferme à cette résolution. (Mouvements divers.)

M. Allard propose qu'on fixe ferme à vendredi prochain, dès aujourd'hui, la discussion des interpellations et qu'on les mette à la tête de l'ordre du jour.

Après quelques discussions le renvoi de l'interpellation à la date de vendredi est repoussé.

**Plusieurs voix.** — A vendredi!

M. Gauthier de Clagny. — Je m'oppose à

peu d'empressement qu'à le gouvernement à accepter la discussion (Interjections à gauche, applaudissements à droite.)

Longue agitation.

M. Gauthier de Clagny. — Eh bien, décidés de tenir séance mercredi pour discuter ces interpellations (Protestations à gauche, applaudissements à droite.) Vous aurez tenu les promesses que vous avez faites de respecter le droit d'interpellation. (Bruit.)

La fixation à mercredi est repoussée. La fixation à vendredi est adoptée par mains levées.

La séance est levée à 4 heures 30. Séance mardi à 2 heures.

**Le colonel Marchand**

Une lettre du colonel Marchand. — Les causes de la démission.

Paris, 20 mai.

Le Temps publie une longue lettre du colonel Marchand renfermant l'exposé des causes qui l'ont amené à offrir et à maintenir sa démission. Le colonel déclare :

C'est en toute connaissance de cause et après mûre réflexion que j'ai résolu à quitter mon armée à laquelle je reste de toute ma force attaché, mais l'activité militaire du temps de paix.

Il revendique la pleine responsabilité de cet acte de volonté persistante, Marchand dit que le désir d'action et la recherche des occasions d'agir sont devenus pour lui un besoin véritable.

On peut le déplore, je n'y puis rien, ajoute-t-il, mais le sens droit des directions militaires et qu'elle se renforce, en outre, d'une agissante invitation, aussi flatteuse pour le bédouin qu'honorable pour ceux de qui j'ai tenu l'initiative, m'a conduit à accepter la destination m'offrant le maximum de ce que je puis attendre d'elle et je me reconnais plus qu'un droit, un devoir, à ne pas laisser ruiner cette chance.

La démission de l'autorisation, c'est un refus sans aucune des explications qui auraient dû l'accompagner pour le rendre acceptable.

Ces explications ont été respectueusement sollicitées, elles ne sont pas venues et Marchand explique que cette fin de non recevoir risquait d'altérer une haute intervention qu'il avait lui-même provoquée. Il s'est cru dès lors une obligation d'honneur de dégrader cette intervention en donnant au refus inacceptable la sanction nécessaire de l'offre de démission.

Le colonel expose ensuite les démarches qui précédèrent l'offre de démission.

Le 19 février passé, dit-il, peu après l'ouverture des hostilités russo-japonaises, j'adressai une lettre privée au ministre de la guerre pour lui faire part de l'intention qu'il faisait de poser ma candidature à la mission militaire française qu'il avait formée et envoyée sur le théâtre de la guerre.

Le 22 février, le général André lui donna audience et accueillit favorablement la candidature Marchand, ajoutant qu'il était toutefois obligé d'attendre l'agrément du gouvernement russe consulté sur la composition de la mission. Le colonel fit alors connaître au ministre les facilités particulières que lui donnaient ses relations de Petersbourg pour obtenir qu'un des choix portés sur son nom, ainsi que son intention d'en écrire au général Kouropatkine.

Le général Dods, à qui le colonel remit sa demande, approuva pleinement ses intentions.

La lettre de Marchand à Kouropatkine, alors ministre de la guerre, au général aide de camp de l'empereur, Obrouchtcheff, partit le même jour. Ce furent les seules lettres qu'il écrivit en Russie.

Très peu de temps après le gouvernement russe faisait savoir que les chefs des missions militaires devaient être d'un grade au-dessus de colonel. Environ deux semaines plus tard, et sur l'intervention personnelle du président de la République qui fit exprimer son désir à l'empereur de Russie, la candidature de M. le général Sylvestre était exceptionnellement acceptée, deux autres officiers lui étaient adjoints, il n'y avait pas de colonel.

Marchand ne s'en montra pas surpris et considérant que ses chances d'aller en Mandchourie n'existaient plus, il éloigna le projet de son esprit, mais à Saint-Petersbourg, sur la demande d'Obrouchtcheff et de Kouropatkine (avant son départ) on considérait que la présence de M. le général Sylvestre à la tête de la mission française n'était pas satisfaisante, celle de Marchand auprès de Kouropatkine qui en manifestait le désir, approuvé par l'empereur.

A Paris, ajoute Marchand, le président de la République et le ministre des affaires étrangères, officieusement pressentis, daignèrent promettre formellement leur adhésion à un des choix portés sur son nom, ainsi que le chef de la nation alliée. Le 22 mars, je recevais, de l'ambassade russe à Paris, par le canal de l'attaché militaire qui en fait partie, communication d'une lettre officielle du ministre des affaires étrangères de Saint-Petersbourg, et qu'il était chargé de transmettre au ministre de la guerre, à Paris.

D'après les termes de cette lettre, S. M. l'empereur autorise le général Kouropatkine, aide de camp du général commandant l'armée de Mandchourie, à recevoir à son état-major le colonel Marchand et charge son représentant à Paris de faire le nécessaire auprès du gouvernement français.

Marchand rapproche ce document impérial des « prétendues rectifications » adressées, dit-il, dimanche 15 mai par le ministre à un grand journal parisien qui avait publié la veille une version de cette affaire : Quand on lui fit part du désir du colonel Marchand, Nicolas II, qui était au travail, s'interrompit un instant et dit : « Je serais enchanté de le voir avec nous, faites le nécessaire pour qu'il vienne. » Et ce fut la seule fois qu'il parla du colonel Marchand.

Le colonel ajoute :

Je pourrais peut-être prouver avec la plus extrême facilité, que ce n'était au contraire ni la première ni la dernière, mais l'avant qui précède me suffit, et je n'aurais pas la cruauté de développer cette thèse trop facile, qu'un désir du chef de la nation alliée, survenu dans les circonstances graves qu'elle traversait, n'a pas besoin de répétition pour être authentique.

Sortant d'une telle bonhe ces deux ordres sur un même sujet valent moins qu'un, et c'est le seul commentaire que je me permets de faire sur la lettre officielle du commandant d'interpellation, j'ai failli écrire « amical ».

Je conclus donc : pas un instant le gouvernement français n'a conçu ni pu concevoir un doute sur l'authenticité du désir du colonel Marchand, l'attaché militaire de Russie m'ayant prié de lui faire savoir la date que je choisisais pour mon départ à Saint-Petersbourg je suis parti pour Paris le 22 mars à l'hôtel du ministre de la guerre pour y attendre le jour de la réception de la lettre officielle, mais je n'ai pas eu la grâce de la recevoir, elle n'est arrivée qu'après mon départ, et par conséquent elle n'a pu être l'objet d'aucune discussion.

Or, dans le courant de la journée, tout était change par la vertu de ce que je n'ai pu que constater, et le jeudi 31,

dans une longue audience qu'il m'accordait, le ministre de la guerre me signifiait le refus de m'autoriser à accepter l'invitation impériale et simultanément la décision également prise par le ministre de la guerre de me faire expédier d'urgence en Indo-Chine.

Le même jour je croyais devoir faire porter respectueusement à la connaissance de M. le président de la République mon intention de résister à l'invitation impériale et de m'opposer en invoquant le prétexte contraire à la vérité d'une désignation coloniale pour le colonel Marchand, antérieure à l'invitation impériale.

La lettre de refus, dont la rédaction avait été légèrement retouchée à la suite de cette démarche, le colonel Marchand devant recevoir prochainement une destination coloniale, était cependant remise le 5 avril à l'attaché militaire de Russie à Paris qui lui en donna connaissance aussitôt comme il avait cru devoir faire pour la lettre d'invitation.

Le même soir, je rédigeais et signais une formule réglementaire contenant l'offre de ma démission.

Le 6 avril, Marchand porta l'offre de sa démission au général commandant en chef le corps d'armée des troupes coloniales. Le *Journal Officiel* du 6 avril mentionnait son inscription avec le numéro 1 sur la liste des tours de départ aux colonies.

Le colonel laisse ensuite à la correspondance officielle le soin de montrer encore les chances de sa démission, et qu'il obtiendrait de lui le retrait de sa démission furent ruinées d'une façon systématique et voulue.

Ce triste épisode de ma triste odyssée, écrit-il, pourrait s'intituler : « Du danger qu'il y a pour un ministre civil qui n'adore pas les militaires de se voir confier, même intérimairement, l'instrument de discipline pour les officiers. » Chacun pourra faire les rapprochements nécessaires et juger. C'est parce que j'ai bien été obligé de comprendre que non seulement mon avenir, mais aussi celui de mon honneur n'était plus en sécurité que j'ai dû me résigner définitivement à renoncer à ma carrière.

Et Marchand donne le texte des correspondances qu'il échangea avec le ministre de la guerre. Le président du Conseil, ayant demandé au gouverneur militaire de Paris, M. Marchand, de lui faire connaître les lettres publiées par la *Libre Parole* et la *Libre Parole*, il répondit qu'il avait écrit ces lettres, l'une pour démentir l'information reproduite d'après une agence, l'autre pour détruire les conséquences politiques que certains journaux d'opposition paraissaient vouloir faire prendre à la publication de la première.

Le colonel ajouta quelques explications. Il rappelle l'exposé fait par lui au général Dods des raisons ayant amené l'offre de sa démission. Il avait dit que si le cabinet de la guerre ou le ministre lui fournissait une explication tendancieuse de son attitude et de nature à le froisser dans sa dignité, il se croirait obligé de la rectifier. Dans le cas contraire il garderait le plus rigoureux silence.

Et j'ai gardé le silence, dit Marchand, en observant la plus étroite correction militaire jusqu'au moment où j'ai été placé, par un exemple venu de trop haut, dans l'obligation d'honneur de le violer.

Le colonel disait que le communiqué reproduit par la *Libre Parole* d'après une information d'une agence occasionnellement officielle dénuisait à jamais son honneur s'il lui avait donné le temps de s'acquiescer sans le démentir de façon éclatante ; voilà pourquoi il écrivit à la *Libre Parole*.

Cette lettre, ajoute Marchand, ne peut donc constituer une initiative prise de propos délibéré, mais un démenti nécessaire et provoqué par le fait que le gouvernement avait le devoir de silence militaire était commis, mais comme les renseignements et indications officielles données par l'information manquant du cabinet de la rue Saint-Dominique, ainsi que de l'état de la guerre, cette faute nécessaire pour sauver l'honneur était couverte et provoquée par une initiative plus haute que la mienne. Je me suis défendu comme un soldat et j'ai voulu le faire quand il est devenu dans son honneur de me défendre contre la *Libre Parole* et les partis d'opposition qui semblaient vouloir s'emparer de l'incident pour me compromettre dans la politique.

Il n'est donc pas juste, ni même possible de dire que j'ai pu ou voulu, en aucune façon, toucher à la politique puisque je n'ai fait au contraire que me défendre pour empêcher qu'on me jetât dedans.

En terminant cette lettre, je demandais instamment et respectueusement à M. le président du conseil, ministre de la guerre, l'intérieur, la justice et des cultes, d'acquiescer à cette requête était commandée par un sentiment plus élevé que le désir d'éviter une mesure disciplinaire.

Les lettres suivantes sont celles par lesquelles le président du conseil, ministre de la guerre, inflige 30 jours d'arrêts de rigueur au colonel et l'informe qu'il pourra lorsque sa punition sera en cours, solliciter une autre demande d'audience, une lettre de Marchand maintenant, une demande d'audience, celle du chef du cabinet du ministre de la guerre lui demandant s'il maintient sa démission dans l'éventualité de son départ au 16<sup>e</sup> régiment colonial.

A cette lettre Marchand répondit en demandant si sa nomination de remplacement du colonel Lombard à la tête de ce régiment aurait la signification que le gouvernement français voulait donner à la lettre de Marchand maintenant, une lettre de Marchand maintenant, une demande d'audience, celle du chef du cabinet du ministre de la guerre lui demandant s'il maintient sa démission dans l'éventualité de son départ au 16<sup>e</sup> régiment colonial.

Marchand termine ainsi sa lettre au Temps :

Les éclaircissements réclamés par le dernier paragraphe de cette lettre n'ont jamais été envoyés. Le *Journal Officiel* du premier mai nommait le colonel Valette au commandement du régiment de Tien-Tsin, en remplacement du colonel Lombard. Ceci démontre péremptoirement la fausseté qu'il ne parvint pas à faire croire, et que le commandement du 16<sup>e</sup> régiment n'aurait été offert au colonel Marchand qu'à titre de relai sur la route de Mandchourie où il serait alors arrivé dans de meilleures conditions péniennes que s'il était parti de France directement pour la Russie.

Au moment de terminer cette lettre, je ferme la période d'activité militaire de mon existence, je tiens à répéter qu'elle a été écrite sans passion, de la première ligne à la dernière, sans qu'elle relate d'expérience une récrimination.

**LA CAPTURE DE PERDICARIS**

Washington, 20 mai.

Le consul des Etats-Unis à Tanger télégraphie au département d'Etat que d'accord avec le ministre d'Angleterre, il a informé le ministre des affaires étrangères marocain de la capture de M. Perdicaris et Varley, en demandant que les conditions faites par le Raisoul soient acceptées de façon à assurer la mise en liberté des captifs.

Ordre a été donné au contre-amiral Chadwick d'envoyer, lorsque son escadre arrivera à Ténériffe, un navire de guerre à Tanger.

**La Guerre Russo-Japonaise**

Les Japonais battus sur le Yalou. — La catastrophe de Port-Arthur. — Rapport de l'amiral Togo. — Dépêches diverses.

**DÉFAITE DES JAPONAIS SUR LE YALOU**

Tien-Tsin, 20 mai.

Une nouvelle de source russe confirme que l'armée japonaise du Yalou a subi une défaite sérieuse et a été repoussée sur Feng-Hoang-Tcheng.

Niou-Tchouang, 20 mai.

La retraite des Japonais à Feng-Hoang-Tcheng est officiellement confirmée.

5.000 Japonais arrivèrent lundi à 60 milles à l'ouest de Feng-Hoang-Tcheng en présence d'une forte position occupée par 32.000 Russes. Ils se retirèrent très rapidement, mais en bon ordre, par mesure de prudence.

Suivant une nouvelle particulière de source russe il n'y eut pas d'engagement en règle, mais le bruit courut que les pertes des deux côtés ont été considérables, au cours de prises avec les cosaques qui harcelaient le flanc des Japonais. La poursuite des cosaques cessa, lorsque la division japonaise, qui était probablement en reconnaissance, rejoignit le corps principal.

Cette nouvelle explique apparemment le retrait pour une destination inconnue des vaisseaux de guerre et des transports qui se trouvaient en vue de Tower-Hill, près de Niou-Tchouang.

**LES VAISSEAUX COULÉS À PORT-ARTHUR**

Tokio, 20 mai.

Le nombre des officiers et sous-officiers du *Natsuse* et du *Yoshino*, qui ont péri devant Port-Arthur est de 67, dont quatre capitaines de frégate. On ne connaît pas celui des simples marins.

Il est acquis que c'est une mine et non pas un sous-marin qui a détruit le cuirassé.

On dément la nouvelle de Tchong-Fou que le *Shikishima* aurait été échoué et le *Yuyi* coulé. On attribue ce bruit à une confusion entre le *Yoshino* et le *Natsuse*.

**BRUITS DE BATAILLES**

Londres, 20 mai.

Une dépêche de Tien-Tsin annonce que, selon des informations de Niou-Tchouang, émanant de source habituellement bien informée, l'armée japonaise du Yalou aurait subi une grave échec et aurait été repoussée sur Feng-Hoang-Tcheng.

D'autre part, le correspondant du *Daily Telegraph*, à Tokio, télégraphiant le 19 mai, annonce que, le 16, les Japonais ont occupé Kai-Ping. Les Russes ont battu en retraite.

Une dépêche de Tien-Tsin au *Standard* dit que, pendant le débarquement que les troupes japonaises ont opéré lundi dernier, les Japonais ont subi une grave échec et ont été repoussés sur Kai-Tchoa, sous la protection de leur flotte, un engagement a eu lieu à Ping-Yen-Tchin, où 2.000 Russes ont été tués ou blessés. Les Russes ont battu en retraite, et les Japonais, continuant leur route, ont occupé Kai-Ping et Kai-Tchoa.

**RAPPORT DE L'AMIRAL TOGO**

Tokio, 20 mai, 6 h. matin.

L'amiral Togo envoie son rapport circonstancié sur la catastrophe de Port-Arthur. Ce rapport dit :

J'ai le regret d'avoir à vous annoncer un troisième malheur. A 5 heures du matin, dimanche, j'ai reçu de l'amiral Deva un télégramme, par télégraphie sans fil, disant :

« Aujourd'hui, à 5 heures du matin, pendant que nous revenions de bloquer Port-Arthur, nous rencontrâmes un brasseur très épais et nous nous sommes heurtés au Cha-Tong. Le navire *Kasuga* a fait collision avec le *Yoshino* qui a été coulé. »

« Le brasseur restait toujours très épais. Cette journée a été un peu plus malheureuse pour notre marine. Pendant que la flotte surveillait l'ennemi en vue de Port-Arthur, le cuirassé *Natsuse* est venu heurter une mine russe. Il a eu son gouvernail endommagé et il a envoyé un signal demandant un navire pour qu'on put le remorquer. Ce navire lui a été envoyé mais un autre signal a apporté la nouvelle lamentable que le *Natsuse* avait heurté une mine et avait immédiatement coulé. »

« Le *Hatsuse* se trouvait alors à 40 nœuds en vue du promontoire de Liao-Tchan. Il n'y avait aucun ennemi en vue et la perte du *Hatsuse* doit être due soit à une mine, soit à un sous-marin. »

« Trois cent hommes tant officiers qu'équipage ont été sauvés. Le vaisseau a coulé en 30 minutes. Pendant qu'il coulait, seize torpilleurs russes se sont présentés. Ils ont été chassés par notre flotte. »

**GRANDE ÉPREUVE AUTOMOBILE**

Les éliminatoires françaises de la Coupe Gordon-Bennett

Paris, 20 mai.

C'est aujourd'hui que se dispute à travers les Ardennes et sur un circuit de 83 kilomètres environ, l'épreuve éliminatoire à la suite de laquelle les vainqueurs seront qualifiés pour aller défendre, le 17 juin prochain, en Allemagne, les couleurs françaises dans l'épreuve finale de la Coupe Gordon-Bennett.

M. Gordon-Bennett a, en effet, décidé, en créant la fameuse Coupe qui porte son nom, que chaque pays ne pourrait être représenté que par trois voitures.

D'où la nécessité des épreuves éliminatoires de demain.

**LE DÉPART**

C'est ce matin, à cinq heures précises, qu'à Mazargan, petit village situé à 40 kilomètres environ d'Alger, et de Rehel qui a donné le nom de départ.

De deux en deux minutes, les concurrents s'élançaient sur la route.

Le parcours étant de 88 kilomètres et comprenant un certain nombre de neutralisations (endroits où les concurrents devaient ralentir, les parcours neutralisés étant considérés comme dangereux et ne comptant pas dans le temps de la course. Les concurrents auront à le couvrir six fois.

Le premier aura donc fini la course vers une heure de l'après-midi.

Des mesures très sévères ont été prises pour éviter tout accident.

5.000 soldats feront la haie, le long de la route qui sera du reste interdite des quatre heures du matin à tout véhicule, outre que les voitures de la Coupe.

**LA VIE LYONNAISE**

**GUIGNOL ET JACQUIER**

Brûlons du Sucre!!

Certainement l'un des deux pourrait rougir de cet accablant honneur — non pas Jacquier, mais Guignol! — Pauvre vieux Guignol, que de crimes on commet en ton nom ! Toi, le sage d'antan, qui usais la verve et la tristique à fustiger les hommes de l'Empire et leurs abus, il y a quarante années, que ne retournes-tu ton bâton pour le rompre sur l'échine de ceux qui ainsi te déshonorent ! Nous avons déjà plusieurs fois relevé les inepties qui coulent si facilement sous la plume de notre nouveau conseiller municipal Jacquier, qui inonde les colonnes du *Progrès* — dit littéraire — de ses fantaisies fumuleuses et soi-disant guignolesques. C'était tout simplement bête ; aujourd'hui cette plume se trempe dans l'ordure et, de la part d'un ancien séminariste, cet article du 19 mai, amène la nausée et soulève de dégoût. C'est écœurant.

Qu'en juge !

L'article de l'ancien « ensoutané » Jacquier est intitulé : « Encore le Pape. »

Je vous fais grâce des débuts.

Guignol... — pardon ! Jacquier — y donne son avis sur le voyage de Loubet à Rome et dit son fait au Pape.

Ah ! quelle crânerie chez cet ancien sacristain du grand séminaire !

Il paraît, dit Jacquier, d'après le zèle de sa gouvernante, que le vieux Sarto en a encore du nerf ; et i n'a l'envoie, par voix dite comme antique, son document rédigé z'en l'apin de cuisine, vu qui ne connaît pas le français, dont rien que les deux syllabes lui z'écorchent le corngnol.

Madelon. — Et que qu'on va li répondre, à cet artilon ?

Vous allez voir ce que répond Jacquier, qui fut député du Rhône, s.v. p., qui est conseiller municipal de Lyon, o comble !!

Guignol. — Ah ! si ce n'était moi, je li zy enverrais par le bèque une entremets comme : *file, mer... et, vous z'un aile mot de ces lettres encore plus sale que l'eau de Venissieu*.

Mais le cas Loubet donnera pas la réplique au flagellat Sarto.

C'est le gouvernement à qui que nain Combes le soin de répondre.

Et li répondra, non pas en discutant z'avègue c'ti Iyayen insoumis aux lois de son pays, mais en rompant définitivement et radicalement avec le Pouvoir pontificable.

Voilà donc dans quelle ordure canaille se complait le Guignol du *Progrès* dit littéraire. Voilà de quelle prose d'égoût il délacte ses lecteurs ! Pauvres lecteurs !

Allons, Jacquier, mon ami, vous venez de nous donner la mesure définitive de votre endurance. Vous pouvez patauger dans « l'eau de Venissieu » tout à votre aise ; c'est, paraît-il, votre élément.

Nous, nous n'avons plus qu'à brûler du sucre !

Francoussière.

**LA MANIFESTATION DE GIVORS**

Hier soir, le citoyen René Jossier, candidat aux élections législatives dans la neuvième circonscription du Rhône, a fait à Givors sa première conférence devant un millier d'élus.

La réunion s'est tenue sous la présidence de M. Gurnaud, directeur du *Rappel Républicain*. M. Corrad des Essarts, député de Lunéville, avait tenu à apporter à M. Jossier, dans cette circonstance, l'appui de son autorité et de son talent. Sa présence et sa parole ont vivement impressionné l'auditoire.

Nous publions demain le compte rendu *in-extenso* de cette importante manifestation politique.

**COUR D'ASSISES DU RHONE**

Audience du matin

**INFANTICIDE**

On pourrait appeler la présente session des assises « la tournée des cosmopolites », car on rencontre nombre d'étrangers parmi les accusés qui comparait devant les assises. Hier matin, c'était une Italienne qui venait répondre à une accusation d'infanticide.

Maria-Louise Canonico, jeune domestique âgée de 20 ans, domiciliée chez ses patrons, rue du Nigier, avait eu jusqu'à l'année dernière une conduite parfaite. Les divers commerçants chez qui elle avait été successivement placée, étaient unanimes à louer ses vertus et ses qualités. Mais malgré qu'elle fut employée en général dans des épiceries-bars de quartiers populaires, sa conduite paraissait, sans reproches.

Cependant, la jeune fille n'avait pas été insensible aux avances d'un jeune employé ; en toute honnêteté elle lui accorda son amour et des projets de mariage furent ébauchés. Mais les choses traînèrent en longueur ; les parents du jeune homme mettaient des obstacles à cette union. Maria-Louise Canonico se laissa séduire et devint la maîtresse de son... fiancé.

Au mois de novembre dernier, elle était prise des douleurs, prodrome de l'accouchement. Seule, ayant honte de révéler à ses maîtres la faute qu'elle avait commise, craignant le scandale, elle ne crut pas devoir réclamer du secours.

Que se passa-t-il ensuite ?

Maria Canonico a-t-elle, comme le prétend M. Carrier, qui soutenait l'accusation, asphyxié son enfant par strangulation ? Au contraire, a-t-elle dans les souffrances d'un accouchement laborieux occasionné la mort du nouveau-né, comme elle l'affirme par l'organe de M. Croze, son avocat ? Mystère, énigme qu'il était donné aux jurés de solutionner.

Il n'a pas cru pouvoir mieux le faire

**LES DÉVALISEURS DE VILLAS**

L'affaire qui venait à la Cour d'assises hier après-midi était relative à des cambriolages de villas qui ont été commis dans la région lyonnaise pendant les années 1902 et 1903. Les prévenus avaient dix-neuf vols avec effraction, sur vingt-trois qui leur sont reprochés.

L'affaire devant prendre trois audiences nous renvoyons à demain le compte rendu de ces longs débats.

Disons seulement que M. Carrier était au siège du ministère public, et M. Valansio, Moinecourt et Poulet à la barre de la défense.

M. Jacques.

**THÉÂTRE DES CÉLESTINS**

Le marquis de Priola. — L'Enigme

Un moment où s'imprimeront ces lignes, M. Le Bary aura donné dans le *saïs* de Priola et de l'*Enigme*. Nous regrettons que la chronique théâtrale ait été, une fois de plus, victime des exigences de l'information, car l'impression artistique que nous avons emportée avant-hier soir, à la considération de M. Labruyère, administrateur de la tournée Le Bary, est un devoir sacré de la tournée Le Bary, qui doit sacrifier à la vieille formule de l'information, des drames en province. Une grande vedette entourée de médiocrités.

Intuit de revenir sur l'analyse du *Marquis de Priola*, ce Don Juan vieillissant, dégénéré, né trop tard dans un siècle trop vieux, n'ayant gardé de son ancêtre que l'insolence, l'orgueil, l'orgueil et l'orgueil de l'orgueil et de l'orgueil qui forment le but de son existence : « La domination dans le mépris et la culture artistique du mal. »

M. Le Bary a imprimé au personnage de Priola des traits inoubliables ; toute sa morale hautaine et sa séduction mauvaise ont été rendues avec une vérité remarquable et la scène entre Priola, M. Le Bary, le marquis, la jeune fille et le jeune homme, a été interprétée avec une rare finesse, une intensité et un son de détails vraiment surprenant.

Après de M. Le Bary, Mlle Rogers, que nous avons applaudie il y a un couple d'années, dans les *Deux Vierges*, a remporté de nouveaux succès, et c'est bien le seul nous que nous devions retenir de cette représentation qui a été un triomphe pour Le Bary, qui l'a fait pour la troupe, toute entière si l'on avait pris le soin de la composer avec des comédiens plus aptes à supporter l'écœurement du titre de la première rôle.

Et l'on a terminé par l'*Enigme*, la rapide tragédie de J. H. Merle, jouée par un dernier sur cette même scène, et qui n'est encore M. Le Bary a seul porté, si j'ose ainsi dire, le poids du succès.

**CONCERT DE LA SCHOLA CANTORUM**

Mercredi soir, avait lieu aux Folies-Bergères la séance de clôture de la Schola lyonnaise, qui se terminait par un concert offert à ses membres, à l'égard desquels le concert avait été organisé par la plupart des artistes et dilettanti lyonnais.

Après une allocution de M. Garin, président, donnant le compte-rendu de l'année, les chœurs et l'orchestre de la Schola firent entendre diverses pièces toutes fort intéressantes.

La cantate « Vœux au roi » est entièrement écrite sur le choral célèbre de Luther et contient quelques-unes des plus belles pages chorales de la musique allemande. Elle a été interprétée par un petit nombre de chanteurs, la fugue n'ayant pas la légèreté qu'on en attend habituellement, le résultat de la basse et surtout les deux chœurs de la fin sont des merveilles à l'égard desquelles nous ne pouvons que nous en tenir à l'admiration et à la gratitude ; le choral à l'unisson, avec son chant si impressionnant et si simple, autour duquel Bach a délicieusement enroulé un accompagnement d'une musicalité inépuisable, fine et charmante, nous a fait comprendre parfaitement toute l'admiration et tout le plaisir que M. Witkowski semblait éprouver à conduire et diriger, et communiquer ce rythme si bécote à son orchestre et à ses chœurs, qui y furent vraiment remarquables.

Enfin le chœur final à 4 parties est non moins grandiose et termine superbement l'édifice. A son sujet constatons l'insouciance de M. Bach à l'égard des chœurs, et nous ne pouvons que nous en tenir à l'admiration et à la gratitude ; le choral à l'unisson, avec son chant si impressionnant et si simple, autour duquel Bach a délicieusement enroulé un accompagnement d'une musicalité inépuisable, fine et charmante, nous a fait comprendre parfaitement toute l'admiration et tout le plaisir que M. Witkowski semblait éprouver à conduire et diriger, et communiquer ce rythme si bécote à son orchestre et à ses chœurs, qui y furent vraiment remarquables.

Enfin le chœur final à 4 parties est non moins grandiose et termine superbement l'édifice. A son sujet constatons l'insouciance de M. Bach à l'égard des chœurs, et nous ne pouvons que nous en tenir à l'admiration et à la gratitude ; le choral à l'unisson, avec son chant si impressionnant et si simple, autour duquel Bach a délicieusement enroulé un accompagnement d'une musicalité inépuisable, fine et charmante, nous a fait comprendre parfaitement toute l'admiration et tout le plaisir que M. Witkowski semblait éprouver à conduire et diriger, et communiquer ce rythme si bécote à son orchestre et à ses chœurs, qui y furent vraiment remarquables.







<i>Sud de l'Espagne</i>	
cettes du 30 avril au 6 mai 1904 . . . . .	92.161
cettes du 30 avril au 6 mai 1903. . . . .	79.876
Augmentation en 1904 .	12.284
cettes à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1904 . . . . .	1.324.150
cettes à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1903 . . . . .	1.452.981
Diminution en 1904. .	128.830
<i>Chemins Andalous</i>	
cettes du 30 avril au 6 mai 1904 . . . . .	514 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> 233
cettes du 30 avril au 6 mai 1903. . . . .	486.383
Augmentation en 1904 .	27.850
cettes à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1904 . . . . .	7 182.090
cettes à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1903 . . . . .	7.415.589
Diminution en 1904 . .	233.499
<i>Le Gérant : CLAUDIUS LAMURE.</i>	
Tirage sur machines relatives Marinoni 40.000 exemplaires à l'heure.	
mp. WALTENER ET C <sup>o</sup> , 3, rue Stella. — Lyon	

Je déclare souscrire un abonnement de (2) \_\_\_\_\_ au **Rappel Républicain**  
 m'engage à verser la somme de \_\_\_\_\_ à l'Administration du  
 Journal qui se charge d'en opérer le recouvrement.  
 Mon abonnement partira du (3) \_\_\_\_\_ SIGNATURE,  
 A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ 190 \_\_\_\_\_

(1) Nom, prénoms et adresse.  
 (2) Un an, six mois, trois mois.  
 (3) Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> et du 16 de chaque mois.

les mettrons sous clef... — On ne le  
vera pas de sitôt...  
— Voyez donc, — balbutia Vogel, — le  
g. coulé... Le cercle rouge s'élargit sur  
marquet.  
Laurent ne put contenir un mouvement  
impatience et répliqua :  
— Eh ! mon cher, de quoi diable vous  
meprez-vous ?... On ne fait pas d'ome-  
s sans casser des œufs ! — Au lieu  
perdre la tête, comme vous en prenez  
habitude, aidez-moi !... Soutenez par les  
côtes notre défaut, ami, s'il vous plaît.  
Vogel obéit machinalement.  
Le pseudo-Lorbaç, un canif à la main,  
pencha, explorant la redingote et le  
dessus et cherchant cette fameuse po-  
cousue qui devait contenir une for-  
e.  
Ile n'existait pas...  
en revanche une poche parfaitement  
ble renfermait un portefeuille de cuir  
Russie, encadré d'argent niellé et  
tant en relief les initiales et la cou-  
ne d'Angélie.  
Charles Laurent prit ce portefeuille  
y une hâte fiévreuse et l'ouvrit.  
y trouva quatre billets de banque de  
y francs, une demi-douzaine de pho-  
graphies féminines dans des costumes  
s que galants; mais nul vestige des  
res de crédit sur lesquelles il com-